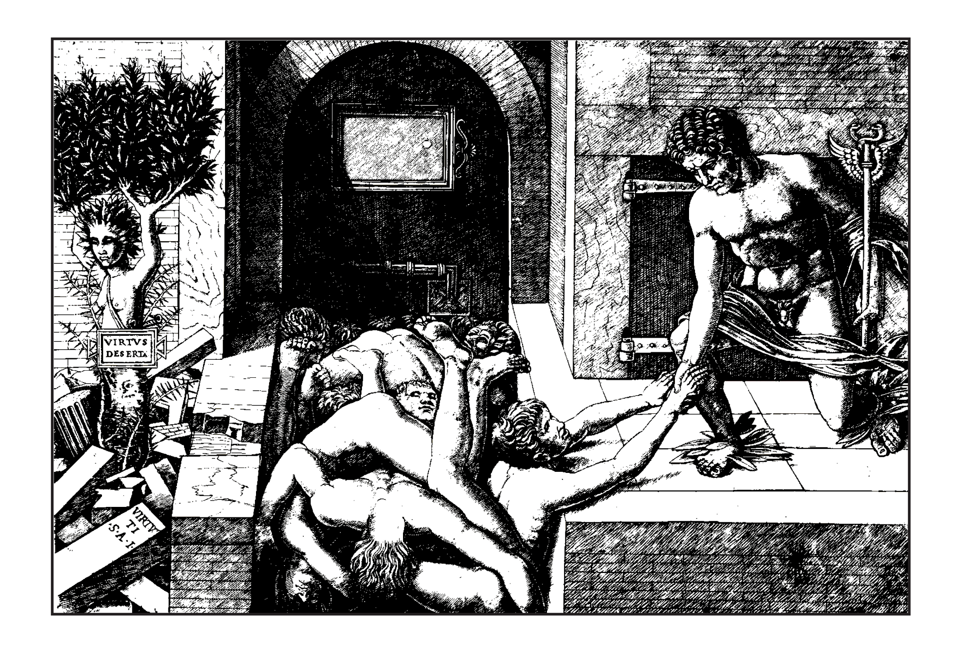


Digitalized by the :

ÉDITIONS Ismael.

NON-PROFIT ASSOCIATION.

(2018)

editions-ismael.com editions.ismael@gmail.com.
Siège social : 15 rue des Capucins, 69001 Lyons.

CERCLE COMMUNISTE DÉMOCRATIQUE

Déclaration
et
Statuts



PARIS, 1931

En dépôt à la **LIBRAIRIE DU TRAVAIL**
17, Rue de Sambre-et-Meuse, 17 :: PARIS (10e arrond^t)

Avant-Propos

▼

Le Cercle Communiste Démocratique a été fondé à Paris en février 1926, sous le nom de Cercle Communiste Marx et Lénine, par un groupe de militants du Parti Communiste, section française de la IIIe Internationale, ou exclus de ce parti en raison de leur attitude critique vis-à-vis du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste et du Comité Directeur de leur parti.

En fait, cette attitude critique consistait à l'origine en une opposition à la politique suivie dans l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques par les dirigeants du Parti Communiste de Russie depuis la disparition de Lénine.

Le Bureau Politique du Comité Central communiste de Moscou exerçait une influence prépondérante sur l'Internationale Communiste depuis la création de celle-ci, — état de choses historiquement inévitable si l'on tient compte des conditions où le bolchévisme avait acquis sur toutes les variétés de socialisme la supériorité résumée dans le mot : Octobre. Avec son parti relativement sélectionné, discipliné et trempé dans la guerre civile, sa tradition d'intransigeance doctrinale et de souplesse tactique, la fermeté de ses cadres et la qualité de son théoricien, organisateur et stratège, le bolchévisme rendu prestigieux par sa victoire d'Octobre devait prendre inéluctablement la première place dans l'Internationale que Lénine avait décidé de fonder malgré l'avis contraire de Rosa Luxembourg et en dépit de l'inexistence ou de l'immaturité des partis communistes dans les principaux pays de civilisation industrielle. Prépondérance spirituelle d'autant plus forte que les autres sections de l'Internationale étaient moins affermies sous tous les rapports : de formation

récente, inexpérimentées, pauvres d'éléments conscients et vraiment éprouvés.

De plus, le Parti Communiste de Russie disposait seul de la base matérielle et des ressources permettant d'assurer à la nouvelle Internationale ses moyens de rayonnement, de propagande et d'action. Cette circonstance, ajoutée à la nécessité d'abriter en lieu sûr les organes directeurs de l'organisation, donc en territoire soviétique, plaçait le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste dans une dépendance plus étroite à l'égard de la section-mère de Russie, en attendant que la disproportion s'atténue entre cette section et les autres.

Avec la maladie et la mort de Lénine, les rapports évoluèrent rapidement dans l'Internationale où le Bureau Politique de Moscou exerçait une autorité de plus en plus impérative jusqu'à devenir dictature absolue, évolution dans laquelle le maniement des moyens matériels prenait le pas graduellement sur l'influence intellectuelle et politique. Au terme de ce processus, correspondant à la main-mise de la même camarilla dirigeante sur les institutions communistes et soviétiques de Russie, toute trace de démocratie avait disparu du mouvement communiste international. Le dit Bureau Politique exigeait des partis et des hommes une soumission servile à ses intérêts de nouvelle caste bureaucratique dominante et au mépris des intérêts généraux du prolétariat, de la révolution socialiste et du communisme.

Contre cette dégénérescence irrémédiable, une opposition multiple et diverse s'est levée dans tous les pays sur l'initiative des initiateurs mêmes du mouvement communiste contemporain, mais vouée à l'élimination automatique de par la puissance des moyens matériels de la nouvelle autocratie régnante à Moscou. Les raisons mêmes qui faisaient la faiblesse des sections non-russes de la IIIe Internationale avant sa crise firent davantage encore l'impuissance de cette opposition dispersée, disparate, hétérogène.

En France, après des hésitations et des tâtonne-

ments comme ailleurs, une fraction de l'opposition se groupa autour d'une revue syndicaliste, la RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE, et peu à peu se détourna du communisme ; le reste, rassemblé par le BULLETIN COMMUNISTE (organe traditionnel du communisme en France depuis 1920, supprimé par ordre de la bureaucratie soviétique en 1924 et rétabli en octobre 1925 par son fondateur) créa le CERCLE qui porte aujourd'hui le nom de CERCLE COMMUNISTE DÉMOCRATIQUE. Divers groupes d'opposition qui se réclamaient plus ou moins légitimement du communisme se constituèrent parallèlement ou successivement, puis disparurent. Le CERCLE lui-même perdit la majeure partie de ses membres au cours de six années d'existence, défections qui n'ont pas entamé sa position de principe et confirment ses vues quant à l'impossibilité de redresser ni régénérer l'ancien mouvement corrompu. Les défaillants rallièrent le syndicalisme anarchisant ou le socialisme de paix sociale quand ils ne tombèrent pas dans l'indifférentisme politique.

La DÉCLARATION et les considérants des STATUTS ci-après définissent dans les grandes lignes la conception communiste et démocratique du CERCLE, ses perspectives présentes et ses vues d'avenir.

▼

Déclaration

▼

Le *Cercle Communiste Démocratique* exprime dans son appellation la continuité d'une double tradition que ni la science sociale, ni l'expérience politique n'autorisent le parti de la révolution à désavouer ou à délaisser et que l'actuelle étape historique n'a pas permis de dépasser.

Après Marx et Engels, « *les plus grands représantants de la démocratie conséquente au* XIX*e* *siècle* » disait Lénine, le *Cercle* se déclare communiste sans différencier le socialisme et le communisme dans leurs principes mais en considérant que le communisme, aujourd'hui comme au milieu du siècle dernier, représente par sa nature sociale un mouvement plus spécifiquement ouvrier, le socialisme actuel un courant déjà saturé d'idéologie bourgeoise.

Par définition, le socialisme doit être le stade de transformation politique, économique et sociale précédant immédiatement le communisme : c'est pourquoi l'Etat soviétique a pu prendre le nom de République Socialiste à titre de programme en attendant de le porter comme formule d'une réalité. En fait, les partis qui invoquent maintenant le socialisme ou le

communisme ont fini par pouvoir se dénier réciproquement, à juste raison, le droit de porter respectivement leur nom. A la dégénérescence des partis correspond la corruption des termes et les étiquettes ont perdu leur signification initiale. Mais à ceux qui s'en montreraient dignes, il reste permis de rendre à l'une ou à l'autre son vrai sens et sa vigueur.

Avec Marx et Engels aussi, le *Cercle* s'affirme démocratique, entendant par là particulièrement restaurer contre les faux communistes qui la nient et les faux socialistes qui la dégradent une notion inséparable de l'idée révolutionnaire.

Les communistes et les socialistes de l'école marxiste ont longtemps porté, en politique, le simple nom de « démocrates » avant d'appeler leur parti « social-démocratie ». La critique marxiste de la réalisation du principe démocratique en régime capitaliste vise les contradictions de la pratique, non le principe même, et démontre l'impossibilité d'acquérir une vraie démocratie politique sans la baser sur l'égalité économique. Le caractère fallacieux de la démocratie bourgeoise et la duperie qu'elle implique en permanence par suite du mode de propriété ne rendent pas caduc son contenu *relativement* démocratique, conquis sur les privilèges des

classes possédantes au prix du sang des prolétaires.

Le communisme et le socialisme, pour tendre vers la démocratie authentique dépourvue de toute empreinte de classe, doivent conserver et accroître comme un bien précieux les éléments de démocratie historiquement acquis dans la lutte des classes et ne refuser le bénéfice de la démocratie qu'à ceux qui, consciemment ou non, veulent en priver le prolétariat. « *Entre les revendications politiques de la démocratie ouvrière et celles de la démocratie bourgeoise, la différence n'est pas de principe mais de degré* » : cette constation de Lénine est toujours valable. Comme Rosa Luxembourg, le *Cercle* estime que la dictature du prolétariat « *consiste dans la manière d'appliquer la démocratie, non dans son abolition* ».

La dictature du prolétariat n'est pas la négation abstraite de l'idée de démocratie, mais bien une arme essentielle des prolétaires dans la lutte de classe qui continue, pour un temps plus ou moins long, après la prise du pouvoir : dictatoriale contre les anciennes classes dominantes vouées à disparaître, elle est démocratique pour et par le prolétariat qui réalise la transformation révolutionnaire de la société. Démocratie pour les exploités et dictature contre les exploi-

teurs, loin de s'exclure, s'enchaînent et se complètent.

La démocratie que revendique le prolétariat ne s'oppose donc pas à tout ce que la démocratie capitaliste peut contenir de réellement démocratique, variable selon les circonstances historiques et les rapports de forces sociales : elle le transforme en quantité comme en qualité et le parachève. Cette revendication gardera son sens progressif tant que le socialisme ne sera pas réalisé, tant que l'étape de l'Etat socialiste ne sera pas franchie.

En outre, le *Cercle* entend faire prévaloir le principe démocratique dans les organisations politiques ou syndicales de la classe ouvrière, dont la direction nécessairement centralisée doit être exercée par la volonté de tous, grâce à l'électivité et à la publicité. A cet égard, il reprend à son compte, après Lénine, une définition de Kautsky : « La démocratie n'est nullement l'absence de pouvoir ; elle n'est pas l'anarchie ; c'est la suprématie de la masse sur ses mandataires ; tandis que sous les autres formes de pouvoir, les pseudo-serviteurs du peuple sont, en réalité, ses maîtres ». Cette vérité doit trouver à se réaliser dans le parti révolutionnaire de l'avenir comme dans l'Etat futur.

Considérants

▼

I

Le mode capitaliste de production implique l'existence et le développement d'un prolétariat qui peut, seul, entraîner la majorité des travailleurs pour transformer révolutionnairement la société et réaliser actuellement le socialisme.

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, et non de révolutionnaires professionnels, parlementaires ou syndicaux. Seule, une dictature démocratique du prolétariat et des autres classes laborieuses exploitées sous le capitalisme peut abolir l'exploitation de l'homme par l'homme, en établissant le régime socialiste.

II

Aucun groupement distinct de la classe ouvrière ne saurait lui imposer *a priori* ses modalités d'action ; le prolétariat organisé en syndicats et en partis politiques ne peut s'assimiler ni enrichir la pensée socialiste ou communiste et déterminer son activité que par sa propre expérience.

Les divers aspects du mouvement révolutionnaire ne sont pas séparables par des cloisons étanches, ni soumis dans leurs rapports à des règles fixes. La pratique de la lutte des classes étant le meilleur critérium, nul parti se récla-

mant du prolétariat n'est prédestiné à dicter leur ligne de conduite aux syndicats.

Les communistes, considérés par Marx comme ceux qui « pratiquement entraînent tout le prolétariat, et qui, théoriquement, ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement », ont le devoir d'aider le prolétariat à prendre conscience de sa position et de sa mission et le droit d'exercer dans ses rangs une influence décisive, à condition de gagner sa confiance par leur clairvoyance politique, leur dévouement dans l'action et leur exemple.

III

Le réformisme social s'est étendu et consolidé après la guerre à la faveur de la restauration d'un relatif équilibre capitaliste, de la destruction de jeunes générations de travailleurs, de l'avortement de plusieurs mouvements révolutionnaires, des réformes légales accordées par crainte de la contagion révolutionnaire dans les masses démobilisées, de la déchéance de la IIe Internationale, enfin de la déception profonde causée par la faillite de l'ex-Internationale Communiste, consécutive à la dégénérescence bureaucratique de l'Etat soviétique. Il a abouti à ériger la collaboration des classes en système au mépris des intérêts généraux du prolétariat subordonnés à un intérêt dit « général », en réalité capitaliste.

La social-démocratie, en accordant un rôle éminemment progressif à l'Etat bourgeois prétendu démocratique, reflète dans son expression officielle la passivité et les tendances conservatrices de la classe ouvrière. Elle masque cette orientation opportuniste saus une phraséologie empruntée à la doctrine classique du socialisme, non sans sacrifier cette doctrine à une unité formelle fondée sur l'éclectisme, la confusion dans les masses et la corruption parmi les chefs.

IV

La Révolution russe et le bolchévisme ont dégénéré avec l'Etat soviétique qui, au lieu d'exercer la dictature du prolétariat, n'est plus que l'émanation et l'instrument du parti bolchévik, devenu caste bureaucratique spoliatrice.

Les communistes clairvoyants, pour servir la Révolution russe et la cause du prolétariat international, doivent nécessairement dire au monde ouvrier la vérité sur l'U. R. S. S., dont les profiteurs donnent partout une idée fausse. Toute idéalisation systématique du régime soviétique, pour ne pas parler de l'apologie intéressée, est objectivement contre-révolutionnaire.

La remise en vigueur de la Constitution soviétique pratiquement abrogée, le retour de la légalité révolutionnaire effectivement abolie, l'exercice du droit de critique des travailleurs, bref, le rétablissement de la démocratie communiste sous

toutes ses formes sont les conditions indispensables de salut et de progrès de la Révolution russe.

En outre, le déclin désastreux du mouvement révolutionnaire international, parallèle à la consolidation du réformisme et à l'aggravation du chaos capitaliste, s'est accentué grâce à la domination mécanique, spirituelle et matérielle, du parti bolchévik sur les partis soi-disant communistes qui, vidés de leurs éléments conscients, ne survivent que comme annexes de l'Etat soviétique. Une renaissance communiste de ces partis ne serait possible qu'avec la fin de cette domination stérilisante.

V

En dernière analyse, le phénomène présent de décadence communiste est dû à la démoralisation sociale engendrée par la guerre qui a détruit l'élite virile de plusieurs générations et développé chez les survivants les tendances au conservatisme passif, en sorte que le prolétariat a cessé d'assimiler l'expérience historique au moment où le rythme de l'histoire s'accélère.

De ce fait, la revendication démocratique prend toute sa valeur pratique en incitant les éléments frais, non déformés par les partis actuels, à exprimer les besoins de la masse exploitée. Cette revendication favorisera la critique révolutionnaire et peut assurer, dans la classe ouvrière, l'avantage aux forces de progrès sur l'apathie et la routine.

L'œuvre d'assimilation, d'analyse et de critique, impossible ou vaine dans les partis ouvriers existants, ne doit pas être abandonnée mais, au contraire, poursuivie et enrichie selon la méthode marxiste avec les données nouvelles de vingt années de bouleversements sociaux et de progrès scientifique.

S'il est nécessaire de collaborer à tout mouvement *même* réformateur traduisant les aspirations vivantes du peuple travailleur, il ne l'est pas moins de combattre la politique qui, sous le couvert du réformisme, érige l'abdication en système sans même donner satisfaction aux besoins primaires du prolétariat.

La critique formulée par la Ligue Spartacus et par Lénine pendant la guerre à l'adresse de l'Internationale a gardé toute sa valeur. La IIe Internationale, en subordonnant les intérêts du prolétariat aux intérêts soi-disant nationaux, ne prépare au socialisme que de nouvelles défaites.

D'autre part, toute tentative de « redresser » une Internationale Communiste devenue annexe de l'Etat bureaucratico-soviétique est vaine et sera inéluctablement décevante. Le progrès du communisme international organisé n'est possible que dans la pleine indépendance du mouvement prolétarien.

Les défaillances et déviations des organismes actuels du prolétariat et leur impuissance à traduire les intérêts historiques des masses donnent au *Cercle Communiste Démocratique* sa raison

d'être : représenter la rupture nécessaire avec les pratiques dites socialistes ou communistes du présent, en sauvegardant l'héritage doctrinal et les résultats de l'expérience du passé, et rechercher activement les germes de renouvellement de la pensée et de l'action révolutionnaires.

Statuts

▼

I. — Le *Cercle Communiste Démocratique*, poursuivant et développant l'œuvre du *Cercle Marx et Lénine*, rassemble des travailleurs résolus à fortifier leur culture et leur préparation révolutionnaires dans l'esprit du marxisme, tout en saisissant chaque occasion d'agir en soutien de tout mouvement orienté dans le sens du progrès historique.

II. — Le *Cercle*, à cet effet, sans s'interdire aucune initiative ni d'avance limiter son action, se propose avant tout de travailler suivant ses ressources par des discussions et des publications à l'examen critique des problèmes posés par la crise permanente du capitalisme et les efforts d'émancipation de la classe ouvrière.

III. — Le *Cercle* se réclame de la pensée vivante des fondateurs du socialisme scientifique, de leurs continuateurs de la gauche marxiste de l'Internationale d'avant-guerre et, par conséquent, des principes qui ont inspiré la fondation de l'Internationale Communiste.

IV. — Le *Cercle* s'efforcera de contribuer à préparer le terrain sur lequel le parti prolétarien de demain pourra se former ; il perdra sa raison d'être le jour où il existerait, en France, un parti qui, affranchi de toute domination ou dépendance

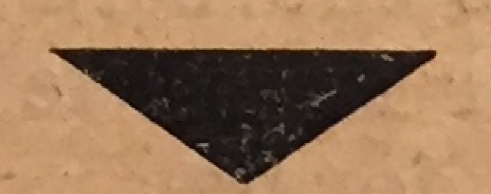
d'Etat, interprétera selon les principes de la démocratie communiste les intérêts fondamentaux et historiques du prolétariat et du socialisme international.

V. — Pour être membre du *Cercle*, il faut reconnaître ses statuts avec leurs considérants et sa déclaration liminaire. L'admission est prononcée à la majorité des deux tiers des membres.

VI. — Les membres du *Cercle* paient une cotisation mensuelle dont le montant est fixé par décision commune.

VII. — Le *Cercle* élit, à la majorité, un secrétaire et une commission exécutive, dont l'importance peut varier suivant les effectifs du *Cercle*. Il élira, si le besoin s'en fait sentir, un secrétaire-adjoint et un trésorier.

VIII. — Le *Cercle* est fondé à Paris, mais pourra prendre ou favoriser des initiatives pour la création en province de cercles analogues et de statuts identiques. Il reçoit les adhésions des camarades de banlieue ou de province trop peu nombreux pour former un cercle dans leur localité.



Prix : 50 centimes.